

print

## Le conseil de sécurité de l'ONU soutient l'accord américano-russe sur le désarmement chimique de la Syrie

De [Alex Lantier](#)

Global Research, septembre 29, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-conseil-de-securite-de-lonu-soutient-laccord-americano-russe-sur-le-desarmement-chimique-de-la-syrie/5352094>

Dans la nuit de jeudi, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ont approuvé une résolution négociée entre les Etats-unis et la Russie, posant les bases d'une destruction du programme d'armes chimiques de la Syrie.

L'accord, d'abord proposé par la Russie il y a deux semaines dans une tentative d'empêcher les Etats-unis et leurs alliés de partir en guerre contre la Syrie pour soutenir les milices de l'opposition liées à Al Qaïda, marque clairement une pause dans la menace américaine de guerre contre la Syrie. Il y a encore deux semaines, le gouvernement Obama menaçait de partir en guerre, comme l'avait fait le gouvernement Bush en Irak en 2003, sans l'approbation du conseil de sécurité de l'ONU et au mépris du droit international.

Pour le moment, Washington négocie dans le cadre de l'ONU. Cela impose des obstacles bien précis à une guerre américaine contre la Syrie. La résolution que Washington a acceptée n'autorise pas l'usage de la force contre la Syrie, même s'il devait apparaître qu'elle ne respecte pas le plan de désarmement.

Si Washington ou ses alliés accusaient la Syrie de ne pas respecter ce plan, ils devraient revenir devant le Conseil de sécurité pour demander une nouvelle autorisation s'appuyant sur le Chapitre 7 et autorisant le recours à la force, laquelle verrait probablement la Russie comme la Chine y opposer leur veto.

Le gouvernement Obama indique son soutien aux négociations et aux procédures pour le désarmement, proposées par Moscou et Damas. Les responsables du ministère des Affaires étrangères américain ont dit que la déclaration de ses armes chimiques par la Syrie est "assez bonne," après avoir initialement exprimé des inquiétudes sur la possibilité pour le régime d'Assad de chercher à dissimuler ses armes. La Syrie aurait 300 tonnes de gaz moutarde, et plusieurs centaines de tonnes de liquides chimiques précurseurs des agents neurotoxiques, qui sont décrits comme "non-armés" et relativement faciles à détruire.

Le Kremlin a proposé d'envoyer des troupes en Syrie pour surveiller les armes chimiques avant leur destruction. Les responsables de la Maison Blanche ont applaudi ce geste qu'ils ont qualifié de "sérieux et sincère," et ont loué les négociateurs russes pour être "encore mieux préparés" que leurs homologues américains pour discuter des questions juridiques et techniques soulevées par le programme de désarmement de la Syrie.

Les responsables américains et leurs homologues internationaux ont tous essayé de présenter cette situation comme un triomphe de la paix pour leurs divers objectifs diplomatiques.

L'ambassadrice américaine aux Nations unies, Samantha Power, a déclaré "Il y a tout juste deux semaines, les résultats de cette nuit semblaient complètement inimaginables. Il y a deux semaines, le régime syrien n'avait même pas reconnu l'existence de ses stocks d'armes chimiques. Mais ce soir, nous avons un projet de

résolution en commun qui est le résultat de la diplomatie et des négociations intenses de ces deux dernières semaines.”

Après des négociations avec le ministre américain des Affaires étrangères John Kerry, son homologue chinois Wang Yi a dit : “Les inquiétudes principales de toutes les parties, y compris les inquiétudes de la Chine, ont en fait été résolues.”

Si Washington est retourné à la table des négociations, c'est dû non au triomphe de la diplomatie, mais à l'opposition écrasante des classes ouvrières américaine et européenne contre une guerre d'agression des Etats-unis et de l'OTAN contre la Syrie. Surpris par la colère populaire massive contre leurs projets de guerre, et incapables d'orchestrer avec l'aide des médias un changement de l'opinion publique, le gouvernement Obama était également confronté au risque d'une guerre avec les soutiens de la Syrie, la Russie et la Chine. Il a par conséquent accepté la proposition russe de négociations comme le meilleur moyen de faire avancer ses intérêts stratégiques contre la Syrie, la Russie et l'Iran.

La résolution de l'ONU laisse un certain nombre de possibilités au gouvernement Obama et à ses alliés du Golfe persique et de l'OTAN pour faire pression sur le régime du président syrien Bashar el-Assad.

Une disposition inhabituelle et impérieuse de la résolution exige que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) ait accès à tout site qu'elle soupçonne de pouvoir être utilisé pour les armes chimiques, même si celui-ci n'a pas été déclaré par le régime syrien.

Elle demande que la Syrie accorde à ses représentants “un accès immédiat et sans entraves, à n'importe quel site, ainsi que le droit de les inspecter.” Elle demande également “un accès immédiat et sans entraves aux personnes que l'OIAC considère importantes dans l'objectif de son mandat.”

Elle demande également que le régime d'Assad intègre des sections de l'opposition soutenue par les Etats-unis dans ses rangs. Elle demande “l'établissement d'un gouvernement de transition exerçant les pleins pouvoirs exécutifs, qui pourrait inclure des membres du présent gouvernement et de l'opposition ainsi que d'autres groupes, et qui devra être formé sur la base du consentement mutuel”.

Loin de mettre fin à la menace de guerre, ces négociations sur les armes chimiques syriennes lient le conflit syrien à une confrontation régionale beaucoup plus large et plus tendue, mise en évidence par la menace de guerre en Syrie, confrontation entre d'une part les Etats-unis et leurs alliés, et de l'autre, l'Iran et la Russie. Ces pays pressent à présent la Syrie d'apaiser les Etats-unis, tandis qu'ils se préparent à des négociations avec Washington sur toute une série de questions concernant la région, et notamment le programme nucléaire iranien.

Le résultat de ce type de négociations est totalement incertain, Washington est prêt à exiger des concessions importantes non seulement sur le programme nucléaire iranien, mais aussi sur sa politique étrangère au sens large et sur l'appropriation par les occidentaux d'une partie de son industrie pétrolière. On ne sait pas si le régime iranien profondément divisé peut accepter de telles conditions. En premier lieu, Il sera confronté à une profonde hostilité de la classe ouvrière iranienne, pour laquelle cela impliquerait des coupes sociales importantes et le rétablissement de l'influence américaine sur l'Iran d'une manière qu'ils n'avaient plus connue depuis la révolution de 1979 qui avait fait tomber le Shah d'Iran.

Le gouvernement Obama a affirmé, de manière répétée et invariable, que toutes les options sont “sur la table” au cas où les négociations sur le programme nucléaire iranien échouaient, y compris l'usage de la force. En dépit des

négociations sur les armes chimiques syriennes, la région reste au bord d'un conflit majeur, du type de celui qui a failli éclater ce mois-ci.

Dans un article pour le journal d'Etat iranien en langue anglaise *Press TV* Zaher Mahruqi a déclaré, "Bashar el-Assad est un homme intelligent qui, à tout le moins, comprend que trahir la Russie et l'Iran, qui ont soutenu ses efforts durant ces deux dernières années, serait une erreur grave. Par conséquent, toute grande décision prise par la Syrie a dû être réfléchie avec ses principaux soutiens et a dû recevoir une forme de garantie sur le fait qu'abandonner les armes chimiques ne serait pas aussi risqué que cela puisse paraître, et qu'un plan de secours crédible est prévu."

Mahruqi a suggéré que la stratégie de l'Iran s'appuie sur l'espoir que la Russie interviendrait dans une future guerre des Etats-unis contre la Syrie, puisqu'elle a déjà envoyé des navires de guerre en Méditerranée pour surveiller ceux de l'OTAN qui se tiennent prêts à lancer des frappes de missiles contre la Syrie.

"La Syrie va se soumettre mais à une vitesse calculée et elle ne donnera à l'Amérique et Israël aucun prétexte légitime pour l'attaquer, et ainsi la Russie n'aura pas d'autre choix que de rester ferme. Si une attaque a lieu, la réaction de la Russie sera probablement bien plus forte que la récente confrontation en Méditerranée," écrit-il.

**Alex Lantier**

Article original, [WSWS](#), paru le 28 September 2013

Copyright © 2013 Global Research